

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

WERIT 2 ZI Sud

7 rue de l'Industrie
67160 Wissembourg

Références : 0006703171/20230406
Code AIOT : 0006703171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement WERIT 2 ZI Sud, implanté 52a rue de l'Industrie 67160 Wissembourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection se fait dans le cadre de l'instruction d'un dossier d'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WERIT 2 ZI Sud
- 52a rue de l'Industrie 67160 Wissembourg
- Code AIOT : 0006703171
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine fabrique des poches en plastique, cerclé ou non de pièces métalliques appelées IBC.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie
- fluides frigorigènes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, annexe 4.2	/	Sans objet
2	Fluides frigorigènes : Contrôles d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
3	Fluides frigorigènes : Vignettes de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
4	Fluides frigorigènes : Attestation de l'opérateur	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-78	/	Sans objet
5	stockage de bois le long de la limite de propriété	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sécurité incendie : un RIA indiqué hors service, une commande a été passée, bien que cabossé, l'équipement est toujours utilisable en cas d'incendie. Une rangée de palettes est stockée contre la clôture, par mail du 28/04/2023, l'exploitant a montré son retour à la conformité. L'inspection note que le bâtiment n'est pas muni de détection de fumée, l'exploitant est en train de réaliser des devis pour une mise en conformité dans le cadre du dossier d'autorisation. Une mise en demeure sur ce point n'est pas proposée à ce stade.

Fluides frigorigènes : les macarons bleus apposés sur les groupes froids n'étaient pas conformes le jour de l'inspection, par mail du 28/04/2023, suite au passage du frigoriste, l'exploitant a montré son retour à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, annexe 4.2
Thèmes : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux ...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre, - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les

produits stockés,

[...]

- de robinets d'incendie armés,

- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.

[...]

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

[...]

Constats : L'inspection a contrôlé, par sondage, deux extincteurs le n°3 (poudre ABC). L'usine comporte trois RIA, l'un d'eux portait l'inscription H.S. CABOSSE au marqueur noir. L'exploitant indique qu'une commande a été passée pour le remplacer et qu'il est toujours en service. Le bon de commande a été présenté à l'inspection (date du 03/04/2023). L'inspection a fait tester ce RIA. Il est fonctionnel malgré l'inscription H.S.

Les autres extincteurs et RIA ont été vérifiés en janvier 2023 (étiquette apposée sur les appareils).

Un poteau incendie est présent à l'extérieur du site.

Le bâtiment n'est pas muni de système de détection automatique de fumée, l'exploitant est en cours de réalisation de devis pour mise en conformité dans le cadre de sa demande d'autorisation en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fluides frigorigènes : Contrôles d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4

Thèmes : Produits chimiques, Fluides frigorigènes : Contrôles d'étanchéité

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Fréquence des contrôles d'étanchéité des appareils contenant des fluides frigorigènes.

CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3	PÉRIODE DES CONTRÔLES si un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg	12 mois	
	30 kg ≤ charge < 300 kg	6 mois	
	300 kg ≤ charge	3 mois	
HFC, PFC	5 t. éq. CO ₂ ≤ charge < 50 t. éq. CO ₂	12 mois	24 mois
	50 t. éq. CO ₂ ≤ charge < 500 t. éq. CO ₂	6 mois	12 mois
	500 t. éq. CO ₂ ≤ charge	Équipement mobile	3 mois
		Équipement fixe	6 mois
		Équipement fixe répondant à l'exception prévue au III de l'article 3	3 mois

Constats : L'exploitant a présenté le dernier contrôle d'étanchéité pour les deux groupes froids des 5 groupes présents sur site (contrôle par sondage), les périodes de contrôle sont conformes.

Groupe RTAF2455 : 64 kg*2 de fluide R.134a (HFC) soit 183 Teq CO₂ – certifié étanche le 16/11/2022 – prochain contrôle à faire d'ici le 16/05/2023.

Groupe RTAB2012 : 28 kg*2 de fluide R.134a (HFC) soit 80 Teq CO₂ – certifié étanche le certifié

étanche le 17/11/2022 – prochain contrôle à faire d'ici le 17/05/2023.
L'exploitant indique que les prochains contrôles sont planifiés pour la semaine suivante. Les contrôles ont été réalisés le 24/04/2023.

L'exploitant est conforme.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Fluides frigorigènes : Vignettes de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

Thèmes : Produits chimiques, Fluides frigorigènes : Vignettes de contrôle

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Quand il est établi, à l'issue du contrôle d'étanchéité, que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose, sur l'équipement, la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu « de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres » et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluides frigorigènes.

Constats : L'inspection a uniquement contrôlé les macarons des groupes identifiés au constat n°1. La date indiquée sur le macaron est : 11/2022 pour le groupe RTAF2455. Le macaron bleu du groupe RTAB2012 ne comporte aucune inscription lisible, les inscriptions ont dû être effacées à cause de l'exposition au soleil de la vignette.

L'exploitant est non conforme pour ces deux groupes.

Par mail du 28/04/2023, l'exploitant a présenté les photos des macarons suite au passage du frigoriste. L'exploitant est redevenu conforme.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fluides frigorigènes : Attestation de l'opérateur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-78

Thèmes : Produits chimiques, Fluides frigorigènes : Attestation de l'opérateur

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluides frigorigènes, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique, par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

Constats : L'exploitant confie le soin d'effectuer les contrôles d'étanchéité de ses groupes froids à la société AMF située à Benfeld. (Alsacienne de Maintenance Frigorifique). Cette entreprise est recensée dans la base Syderep de l'Ademe, elle est titulaire d'une attestation de capacité en cours de validité.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet
N° 5 : stockage de bois le long de la limite de propriété
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.1
Thèmes : Risques accidentels, Règles d'implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement.
Constats : Une rangée de 5 palettes est disposée le long de la clôture ouest. Il convient que l'exploitant déplace ces palettes. Les autres stockages sur site respectent la distance des 5 m entre son stockage et sa limite de propriété. Par mail du 28/04/2023, l'exploitant a transmis une photo de l'espace dégagé de palettes.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet
